

LesEchos.fr

L'espoir en Grèce nourrit le rebond de la Bourse

PIERRICK FAY / CHEF DE SERVICE ADJOINT MARCHÉS | LE 10/07 À 12:27, MIS À JOUR À 19:28

L'espoir renaît sur les marchés sur un accord qui permettrait d'éviter le Grexit - **Marios Lolos/XINHUA-REA**

Le scénario du « Grexit » diminue de nouveau en Bourse. L'indice CAC 40 a terminé en nette hausse de 3,07 % après son gain de 2,55 % jeudi.

« Un document approfondi » selon Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe. « Un programme sérieux et crédible », selon le Président français François Hollande, pour qui « les discussions doivent reprendre avec une volonté de conclure ». Pour les **marchés financiers**, pas de doute, après la présentation des nouvelles propositions d'Alexis Tsipras, un accord sur la résolution du problème grec n'a jamais été aussi proche. Un scénario qui n'est pas sans rappeler la journée du 26 juin, avant l'annonce surprise du référendum grec. Cette semaine là, l'indice CAC 40 s'était envolé de 5 %, avant de replonger de 3,74 % le lundi.

On n'en est pas encore là et les investisseurs misent clairement depuis deux jours sur un accord entre la Grèce et ses créanciers, qui éviterait à la zone euro de plonger en terre inconnue. L'indice CAC 40 s'est apprécié de 3,07 % à 4.903 points, gagnant 1,97 % sur la semaine, alors que l'indice Euro Stoxx 50 a bondi de 3,39 %. Le soulagement est perceptible sur les valeurs financières : BNP Paribas a progressé de 4,03%, Axa de 4,16 % et Société Générale de 3,65 %. Accor s'est adjugé aussi 5,03 % et Orange 4,16 %. Sans surprise, il n'y a aucune valeur en baisse sur le CAC 40 pour l'instant et seulement deux sur le SBF 120 : CGG -0,31 % et Biomérieux -0,18 %.

Soulagement sur les obligations

Soulagement aussi sur les **marchés obligataires**. Les « spread » (écarts de taux) se dégonflent fortement entre le rendement à dix ans des emprunts d'Etat de l'Allemagne et des pays périphériques. Le « bund » remonte ainsi de 17 points de base à 0,888%. A sa remorque, le taux à dix ans français qui prend 12 points à 1,277%. En revanche, peu avant midi, le rendement du 10 ans portugais chute à 2,80 % (-7 points), celui de l'Italie revient à 2,14 % (-3 points) et celui de l'Espagne à 2,12% (-3,7

points). Même le taux grec se détend nettement, de 387 points de base à 13,05%. Il était monté en début de semaine à plus de 18 %.

Enfin l'euro se reprend face au billet vert, à 1,1141 dollar pour 1 euro, soit une belle hausse de 1,25 %, signe qu'un accord sur la Grèce serait perçu par les investisseurs comme un signe de renforcement de la zone euro.

Beaucoup de questions

Malgré tout, les investisseurs se gardent bien de sombrer dans l'euphorie. La Bourse de Paris reste à 7 % de son record annuel du mois d'avril, à 5.268 points. « D'innombrables questions se posent toujours », notait ce matin la société Aurel BGC, alors que la question du traitement de la dette grecque, jugée insoutenable par le FMI, reste pour l'instant béante. « Comment le gouvernement grec va-t-il justifier un programme plus strict que le précédent après les résultats du référendum ? Que va-t-il se passer si le gouvernement grec perd sa majorité à la Vouli (le parlement) si les Grecs Indépendants refusent de soutenir le programme ? Etc... », poursuit le courtier. « Le Grexit reste une option très sérieuse, tôt ou tard, même si l'accord est validé, tant les oppositions politiques restent fortes et les contraintes nombreuses. Le rebond des indices est à prendre avec précaution ».

L'opportunité historique du Grexit

« Les marchés restent à la merci de la Grèce », note Fidelity Worldwide Investment, « de claquements de portes en reprises des négociations, les coups de théâtre n'ont pas manqué d'alimenter une nouvelle vague de « Grexitophobie » sur les marchés, caractérisée notamment par un regain de volatilité sur les actions. En dépit du fait que la Grèce est de facto en défaut depuis le 1er juillet, nous continuons de penser qu'une sortie de la zone euro n'est dans l'intérêt d'aucune des parties et que celles-ci continueront, au-delà du référendum, à éviter le scénario du pire ». Une volonté qui semble partagée par une partie de la classe politique européenne.

Certaines voix discordantes se font tout de même entendre. Ainsi pour Eiffel Investment Group, « s'il ne fait pas de doute que les sacrifices de la Grèce ont été extrêmement élevés, il ne fait pas de doute non plus que le reste de la région a aussi partagé des sacrifices importants et ont été la bouée de sauvetage de la Grèce ». La société rappelle que le risque de contagion « n'a jamais été aussi bas et qu'il n'y aura peut-être pas de meilleure opportunité pour un Grexit. La reprise économique semble bien engagée en Europe avec très peu d'effet de dispersion entre les pays, en particulier dans la périphérie. Il y a aussi des éléments macro-économique de soutien, comme un **taux de change** favorable, un prix du pétrole bas et des taux d'intérêts bas. Et enfin un secteur bancaire qui est beaucoup moins vulnérable à un défaut grec ». Bref, ce serait une opportunité historique de renforcer la solidité à termes de la zone, même si le Grexit « coûterait cher à la Grèce et aux Etats de la zone euro ». Pas sûr que ce discours contrariant, partagé par quelques sociétés de gestion, parvienne aujourd'hui à l'oreille des marchés. ●

@pierrickfay